

E C A • j U R A

ÉTABLISSEMENT CANTONAL D'ASSURANCE
IMMOBILIÈRE ET DE PRÉVENTION



RAPPORT DE GESTION 2016





Table des matières

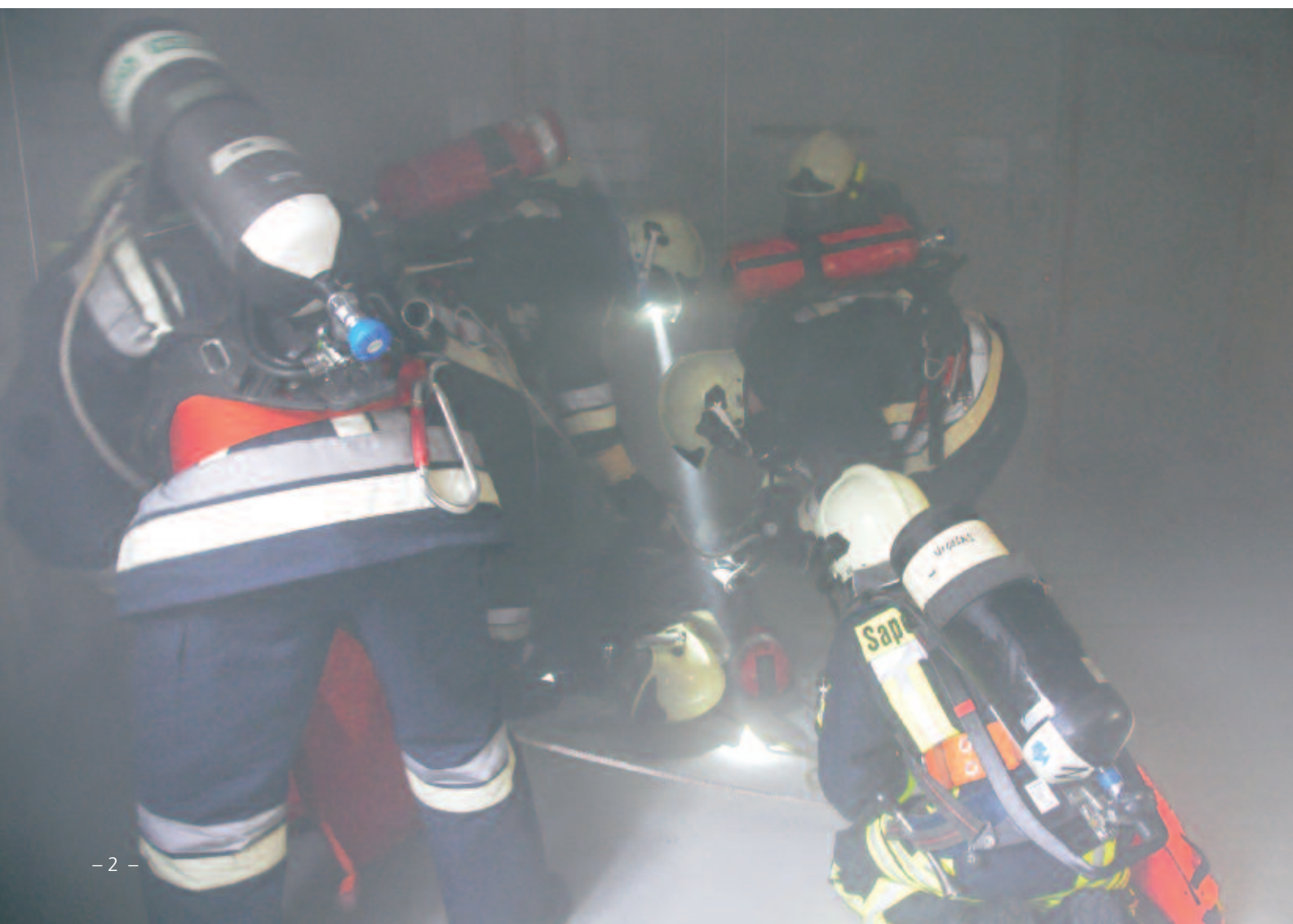
Rapport annuel 2016 : le message du Conseil d'administration	3–4
Rapport de gestion 2016	5–6
Capital assuré et primes encaissées 2016	7
Evolution du capital assuré, des primes, des sinistres et de la prévention des dommages	8
Capital assuré, primes et dommages 2016	9
Dommages dus au feu 2016	
Grands dommages causés par le feu 2016	10
Statistiques des sinistres dus au feu	11
Dommages dus aux éléments de la nature 2016	12
Statistiques des sinistres dus aux éléments de la nature	13
Prévention et lutte contre les dommages	14–15
Services de défense contre l'incendie et de secours (SIS)	16–17
Dépenses pour la prévention et la lutte contre l'incendie	18
Contributions des assureurs privés	19
Tableau récapitulatif général	20
Rapport de l'organe de révision	21
Bilan au 31 décembre 2016	22
Compte de Profits et Pertes 2016	23
Flux de trésorerie	24
Variation des capitaux propres	25
Autorités, direction et personnel	26–27
Annexes	28–43
Chiffres-clés 2016	44

Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention

2350 Saignelégier, rue de la Gare 14, case postale 371
Tél. 032 952 18 40, fax 032 951 23 73
info@eca-jura.ch, www.eca-jura.ch

E C A • j U R A
ÉTABLISSEMENT CANTONAL D'ASSURANCE
IMMOBILIÈRE ET DE PRÉVENTION





Rapport annuel 2016: le message du Conseil d'administration

2016: année normale !

Si la sinistralité globale est supérieure à celle de l'exercice précédent, elle demeure toutefois inférieure à la moyenne annuelle de plus de 12 %.

Jamais l'ECA Jura n'avait enregistré si peu de déclarations de sinistres pour les dommages causés par le feu. Mais les 141 dossiers ont eu un coût élevé avec plus de 4'700'000 francs, représentant un montant de 13 % supérieur à la moyenne. Les quatre sinistres les plus importants grèvent particulièrement les comptes ; ils représentent, à eux seuls, un coût avoisinant les 2,9 millions de francs. Une fois encore, le constat est implacable : les quelques grands sinistres enregistrés annuellement ont un impact déterminant sur le coût global des dommages. On en veut pour preuve la comparaison avec l'exercice de 1999, dont le coût total de 4'300'000 francs concernait presque 700 déclarations de sinistres.

Les quelque 480 sinistres causés par les éléments de la nature influencent le compte d'exploitation à hauteur de 950'000 francs, soit un montant nettement inférieur à la moyenne annuelle qui se monte à un peu moins de 2'200'000 francs.

La performance des titres et placements de capitaux varie dans de très larges proportions d'une année à l'autre. N'était-elle pas de 9,2 % en 2014 et de seulement 0,62 % en 2015 ? Quant au résultat de l'exercice sous revue, il fait apparaître un rendement moyen de 3,15 %. Les comptes bouclent favorablement et laissent apparaître un bénéfice de 3'415'000 francs.

Le bénéfice enregistré a permis d'attribuer 1'088'000 francs à la provision pour sinistres dus aux éléments de la nature non réassurés. Le Conseil d'administration a également décidé d'octroyer un rabais de 20 % sur les primes de base 2017. Cette importante réduction de prime permettra une économie de quelque 2 millions de francs à l'ensemble des assurés jurassiens.

DÉCÈS D'UN COLLABORATEUR

C'est avec consternation que le Conseil d'administration et le personnel de l'ECA Jura ont appris le décès subit de leur fidèle collaborateur, M. Christophe Steiner. Ils garderont de M. Steiner le souvenir d'un collaborateur fidèle et consciencieux.

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration s'est réuni à cinq reprises au cours de l'année écoulée. Ses réflexions se sont principalement articulées autour de décisions d'ordre stratégique ou en relation avec les subventionnements de réseaux d'eau communaux ou encore d'acquisitions de matériel destiné aux sapeurs-pompiers jurassiens.

Dans le détail, le budget 2016 a été adopté en 2^e lecture par le Conseil d'administration de l'ECA lors de sa séance de février. Au cours de cette même séance, il a désigné M^e Jean-François Kohler à la vice-présidence de l'institution et a avalisé un subside pour la construction du nouveau hangar pour les sapeurs-pompiers de Val Terbi.

Lors de la 2^e séance de l'année, tenue en avril, les comptes ont été définitivement approuvés et une promesse de subside a été faite en faveur des communes de Haute-Sorne pour l'alimentation en eau du hameau de Sceut et de Saint-Brais en vue de l'assainissement de leur réseau d'eau. Le mandat de la société fiduciaire vérificatrice des comptes a également été reconduit.

Réuni pour sa 3^e séance de l'année le 17 août, le Conseil d'administration a pris connaissance et approuvé l'analyse des risques incendie réalisée pour l'ensemble du territoire cantonal. Cet important projet devrait déboucher, dans les années à venir, sur une importante réorganisation des sapeurs-pompiers jurassiens. Un autre dossier d'importance a également été avalisé. Il s'agit du nouveau contrat de réassurance pour les dommages causés par les événements de la nature. Deux demandes de subsides pour les réseaux d'eau étaient également à l'ordre du jour. Représentant des subventions pour un montant supérieur au million de francs, les projets du Syndicat des eaux des Franches-Montagnes pour une nouvelle adduction d'eau et du Syndicat des eaux du Val Terbi pour une adduction d'eau et l'interconnexion des réseaux d'eau ont été approuvés.

Le Conseil d'administration a, lors des deux dernières séances de l'année, déterminé les conditions d'assurance pour l'année 2017 et arrêté les budgets de l'ECA et du « Fonds des contributions fédérales pour interventions sur l'A16 ». La nomination du nouveau chef comptable et responsable des ressources humaines en la personne de M. Benoît Froidevaux, des Breuleux, a été ratifiée le 16 décembre 2016. Titulaire d'un master en sciences économiques, M. Froidevaux entamera ses activités à l'ECA Jura dans le courant du mois de juin 2017.

ACTIVITÉS DE LA COMMISSION FINANCIÈRE (COFINECA)

C'est sous la présidence de Maître Jean-François Kohler que la COFINECA a tenu ses quatre séances au cours de l'année 2016. M. Cédric Dubied, nouvel administrateur nommé membre de la commission au titre de 2^e représentant du Conseil d'administration a reçu, en compagnie du président de la COFINECA, M^e Kohler, et de MM. Boillat, directeur, et Queloz, responsable financier, les représentants des établissements bancaires au bénéfice d'un mandat de gestion. Lors de ces différentes séances, ils ont pris connaissance de la volatilité des marchés financiers et de leur évolution ainsi que des performances réalisées dans le cadre de ces différents mandats. La commission a ainsi été en mesure de renseigner ponctuellement le Conseil d'administration au sujet de l'évolution financière de l'ECA Jura, de la structure des placements et des perspectives à court et à moyen terme.

RÉSULTATS 2016

Le résultat consolidé des trois secteurs « assurance », « prévention et lutte contre les dommages » et « finances » boucle très favorablement avec un bénéfice net de 3'415'000 francs. Ce résultat, supérieur à celui de l'exercice précédent, peut être qualifié de très satisfaisant puisque, une fois encore, il a permis de procéder à une redistribution du bénéfice aux assurés à hauteur de presque 2 millions de francs.

Le secteur «assurance» présente, avant attribution aux provisions, un bénéfice de 401'000 francs dû essentiellement aux faibles dommages causés par les éléments de la nature qui n'atteignent pas 1 million de francs. Le domaine «prévention et lutte contre les dommages» boucle avec une perte de 400'000 francs après contribution provenant du résultat du secteur «finances». Ce secteur, avec un taux de prime de 0,19 %, doit impérativement s'autofinancer afin d'éviter une augmentation dudit taux de prime. Quant au domaine des activités financières, il boucle avec un excédent de produits de 3'545'000 francs.

Après différentes écritures au bilan, dont une attribution de 1'088'000 francs à la «Provision pour dommages dus aux éléments» et la dissolution de 387'000 francs de la provision pour dommages causés par le feu non couverts par la réassurance, le résultat consolidé des comptes 2016 de l'ECA Jura présente un bénéfice net de 3'415'000 francs.

CONCLUSION ET REMERCIEMENTS

Dans le cadre de sa 38^e année d'activité, l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention a une fois encore réalisé un bon exercice et est en mesure de faire face à ses obligations. L'ensemble de ses assurés profite, comme par le passé, de la bonne gestion de l'établissement puisqu'un important rabais de 20 % a pu être consenti sur les primes 2017 correspondant à une réduction des produits de primes de presque 2 millions de francs. Grâce à une politique de réassurance prudente, à des efforts importants au niveau de la formation des sapeurs-pompiers jurassiens, à une stricte application des prescriptions de protection incendie et à une gestion rigoureuse et pointue, la pérennité de l'institution est garantie. Ainsi, toutes les tâches confiées par le législateur à l'ECA Jura en matière de prévention, d'intervention et d'assurance peuvent toujours être assumées, même en cas d'importante sinistralité.

C'est avec sérénité que les propriétaires de bâtiments jurassiens peuvent envisager l'avenir de leur établissement cantonal d'assurance et de prévention. Grâce à ses structures saines, modernes et en constante évolution, les défis à venir pourront être gérés en toute sérénité même si des inconnues pointent à l'horizon, notamment au niveau de la sinistralité dans le domaine des éléments de la nature ou dans les évolutions souvent imprévues des placements de capitaux.

Le Conseil d'administration tient à remercier chaleureusement la direction, les collaboratrices et collaborateurs de l'ECA Jura qui, depuis de très nombreuses années, s'investissent dans leur travail quotidien en faveur des assurés jurassiens. Il adresse également sa reconnaissance aux estimateurs, experts et spécialistes externes à l'établissement, qui collaborent étroitement avec l'ECA Jura, notamment dans le cadre des activités liées à la prévention des incendies ou des dangers naturels.

Le vaste champ d'activité de l'ECA Jura nécessite une saine et efficace collaboration avec de nombreuses personnes et entités administratives. C'est ainsi que des remerciements particuliers s'adressent également aux maîtres ramoneurs et à leur personnel, au service de la protection de la population et de la sécurité, à la police cantonale et à son service d'identification judiciaire. L'étroite collaboration entre l'ECA et tous les acteurs précités garantit une sécurité accrue pour les bâtiments, mais surtout pour leurs occupants et pour la population jurassienne en général.

Les communes jurassiennes et de nombreux autres services de l'Etat figurent également parmi nos partenaires avec lesquels nous sommes appelés à collaborer depuis de longues années. Grâce à cette appréciée et fidèle collaboration, nous sommes en mesure de remplir notre mission de manière efficace, tout particulièrement dans le domaine de la fixation et du contrôle des mesures de prévention et de lutte contre l'incendie et les dommages naturels.

Les centaines de sapeurs-pompiers jurassiens, avec à leur tête les inspecteurs, experts, instructeurs et commandants, méritent une mention particulière, eux qui consacrent une bonne partie de leur temps libre à la sécurité de la population jurassienne et de leurs biens. Qu'ils en soient sincèrement remerciés, au même titre que les centres de renfort des communes de Tramelan et de La Chaux-de-Fonds, le SDIS 90 du Territoire de Belfort, avec lesquels nous entretenons des relations privilégiées et qui, en cas d'événement majeur, prêtent main-forte aux sapeurs-pompiers jurassiens. Ces collaborations intercantionales et même internationales auxquelles nous tenons tant sont à saluer puisqu'elles garantissent une sécurité accrue pour la population de notre canton.

L'ECA Jura, géré depuis toujours avec rigueur et perspicacité, et surtout grâce à l'engagement inconditionnel de toutes les personnes précitées, offre à l'ensemble de ses assurés des prestations d'un assureur moderne qui, demain encore, placera au centre de ses préoccupations la prévention des incendies et des dommages naturels ainsi que la lutte contre les dommages, sans oublier des prestations de qualité dans le cadre de la liquidation des dommages.

Au nom du Conseil d'administration de l'ECA Jura

Le président :

Charles Juillard
Ministre

Le secrétaire :

François-Xavier Boillat
Directeur



Rapport de gestion 2016

En quelques mots, l'année 2016 peut être qualifiée de douce au niveau des températures et relativement calme au niveau des éléments de la nature, mais elle se révèle être davantage marquée par les sinistres dus au feu.

SINISTRES DUS AUX ÉLÉMENTS DE LA NATURE

Donnant suite à plusieurs années sereines, 2016 se situe, elle aussi, largement en dessous de la moyenne de ces 38 dernières années en affichant un coût de 950'000 francs pour 482 sinistres enregistrés. Ces sinistres sont dus principalement à trois événements majeurs dont les dépressions tempétueuses « Ruzica » et « Susanna » de février (environ 470'000 francs), la grêle qui s'est abattue sur Fontenais le 10 mai (130'000 francs) et les inondations de Buix le 7 juin (80'000 francs).

SINISTRES DUS AU FEU

Même si le nombre des sinistres Feu enregistrés (141) n'est pas très important, il se distingue par le coût par événement. Effectivement, nous comptabilisons 21 sinistres supérieurs à 20'000 francs, dont 4 dépassent les 500'000 francs, qui représentent près de 4,4 millions de francs sur le total annuel de 4,750 millions. Les causes de ces grands sinistres sont diverses : on trouve de la malveillance, des installations électriques ou de chauffage défectueuses, des piles ou accumulateurs et autres, un seul étant lié à la foudre.

INDICE D'ASSURANCE

L'indice zurichois des prix à la construction, sur lequel notre établissement se fonde depuis sa création, a connu une légère hausse en 2014, puis une baisse en 2015. Ces fluctuations modérées ne justifient pas d'adaptation de notre indice d'assurance qui a été maintenu à 135 en 2016 (dernière adaptation en 2012).

ESTIMATION DES BÂTIMENTS

L'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention a procédé à 2696 révisions et nouvelles estimations de bâtiments en 2016 (3475 en 2015). La diminution constatée s'explique en partie par les démissions de deux de nos estimateurs dans le courant de l'année, qui ont eu un effet direct sur le volume des révisions effectuées.

En détail :

934 estimations demandées par les propriétaires ou relatives à de nouvelles constructions (1153 en 2015)

16 estimations extraordinaires

1746 révisions systématiques des bâtiments (2298 en 2015)

Ces estimations sont réalisées grâce à la collaboration de douze estimateurs mandatés. Nous avons engagé trois nouveaux collaborateurs en 2016 pour combler deux démissions et un départ en retraite et espérons ainsi procéder à plus de 3000 estimations/révisions en 2017.

Les bâtiments révisés cette année correspondent à ceux dont la dernière estimation datait de 2003–2004 et nous avons décidé, en 2016, de reprendre les bâtiments valant entre 50'000 et 100'000 francs qui n'avaient plus été revisités par manque de disponibilité. Nous réalisons notre objectif qui est de réviser tous les bâtiments du canton de plus de 50'000 francs tous les 12 ans environ.

CAPITAL ASSURÉ

L'estimation des bâtiments nouvellement construits et la révision des sommes assurées des bâtiments transformés ou qui n'avaient plus été estimés depuis les années 2004 et 2005, ont provoqué une augmentation du capital assuré de 353'443'885 francs, qui a passé de 23'180'927'779 francs (y compris 823'214'279 francs d'assurance travaux en cours au 31 décembre 2015) à 23'534'371'664 francs (y compris 825'761'164 francs d'assurance travaux en cours) au 31 décembre 2016.

BÂTIMENTS ASSURÉS

Nous comptons 242 bâtiments de plus qu'en 2015, passant de 36'704 à 36'946. En tenant compte des 80 radiations (démolition et sortie d'assurance) enregistrées, nous arrivons à 322 nouvelles constructions, dont 236 nouvelles maisons d'habitation. Après une légère hausse constatée en 2015 (+ 397), nous remarquons donc une tendance à la baisse.

TAUX DE PRIMES

Pour 2016, les taux de primes de base ont été maintenus à 0,38 ‰ pour les bâtiments massifs et 0,57 ‰ pour les bâtiments non massifs (+ 0,19 ‰ pour la prévention et la lutte contre les dommages).

RÉSULTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE 2016

Le secteur «assurance» enregistre 8,249 millions de francs de produits des primes après déduction des primes de la réassurance pour 2,583 millions de francs. Ce secteur présente des charges liées aux sinistres pour un montant de 5,338 millions de francs et des charges d'exploitation pour 2,545 millions de francs. Après attribution à la provision pour risques éléments de 1,088 million de francs, le domaine de l'assurance boucle avec un excédent de produits de 401'000 francs.

Le secteur «prévention et lutte contre les dommages», avec 5,233 millions de francs de recettes et 5,633 millions de francs de charges, génère une perte comptable de 400'000 francs.

Le secteur «financier», avec des produits de placements de capitaux pour 7,969 millions de francs et une attribution de 393'000 francs au domaine de la prévention, présente des charges de 4,030 millions de francs, ce qui donne un résultat brut des placements de capitaux de 3,545 millions de francs.

RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

Le bénéfice de l'exercice 2015 de 2'735'000 francs a été réparti de la manière suivante: 464'000 francs à la République et Canton du Jura, conformément à l'article 86 de la Loi sur la protection et l'assurance des bâtiments, ainsi que 2'272'000 francs à la Réserve pour rabais sur primes.

FONDS DE RÉSERVE ET PROVISIONS

La «réserve pour la prévention et la lutte contre les dommages» se monte à 6'658'000 francs, après dissolution de 400'000 francs.

La «réserve pour dommages dus aux éléments» se monte à 15'443'000 francs au 31.12.2016 après attribution de 1'088'000 francs.

La provision pour différence de cours sur titres se monte à 12'650'000 francs au 31.12.2016, sans modification par rapport à l'exercice précédent.

La réserve pour CIRE (Communauté intercantonale pour les risques éléments naturels) a été augmentée de 1'258'000 francs par rapport à l'exercice précédent et se monte à 10'323'000 francs au 31.12.2016.

Les règles du Pool suisse pour la couverture des dommages sismiques stipulent que les établissements cantonaux d'assurance immobilière constituent des réserves adéquates permettant une indemnisation volontaire, à des conditions bien précises, du risque tremblement de terre. L'ECA Jura possède un fonds bloqué de 3'669'268.84 francs à cet effet.

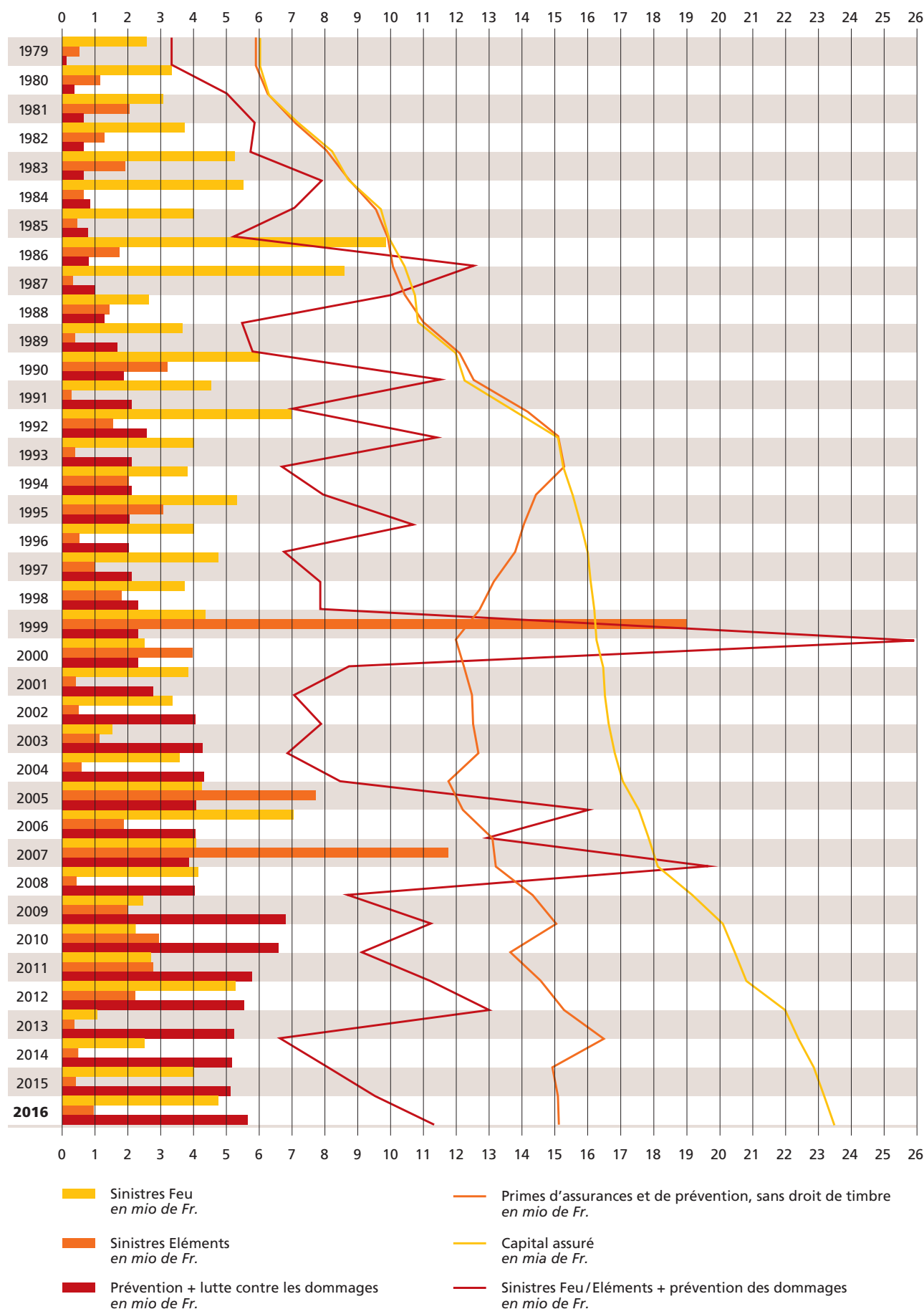


Capital assuré et primes encaissées 2016

DISTRICT	BÂTIMENTS	SOMME ASSURÉE	PRIMES ENCAISSÉES
Delémont	16'498	10'553'775'300.00	4'766'119.60
Franches-Montagnes	5'944	3'507'830'500.00	1'841'455.30
Porrentruy	14'504	8'647'004 700.00	4'224'515.15
Total	36'946	22'708'610'500.00	10'832'090.05
Nouveaux bâtiments en construction	345	435'731'300.00	
Bâtiments en transformation		390'029'864.00	
Total	37'291	23'534'371'664.00	10'832'090.05



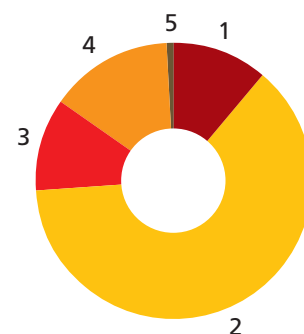
Evolution du capital assuré, des primes, des sinistres et de la prévention des dommages



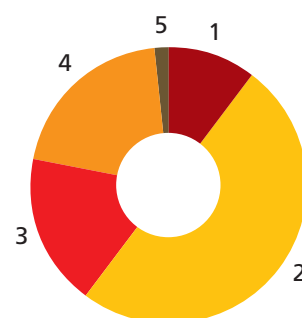
Capital assuré, primes et dommages 2016

(Répartition par catégorie de bâtiments, sans tenir compte des assurances pour travaux en cours)

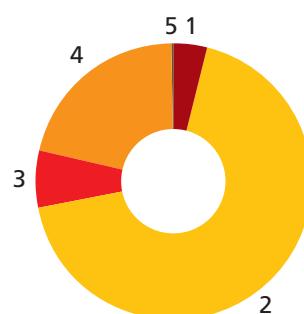
	NOMBRE DE BÂTIMENTS ASSURÉS	CAPITAL ASSURÉ
1 Bâtiments administratifs et à caractère public	1'052	2'534'536'849
2 Maisons d'habitation	20'112	14'305'835'855
3 Bâtiments agricoles	5'100	2'449'307'803
4 Bâtiments commerciaux, industriels, artisanaux et bâtiments annexes	10'565	3'238'819'633
5 Industrie hôtelière	117	180'110'360
Total	36'946	22'708'610'500



	NOMBRE DE BÂTIMENTS ASSURÉS	PRIMES PERÇUES
1 Bâtiments administratifs et à caractère public	1'052	1'134'058
2 Maisons d'habitation	20'112	5'402'749
3 Bâtiments agricoles	5'100	1'944'184
4 Bâtiments commerciaux, industriels, artisanaux et bâtiments annexes	10'565	2'193'504
5 Industrie hôtelière	117	157'596
Total	36'946	10'832'090



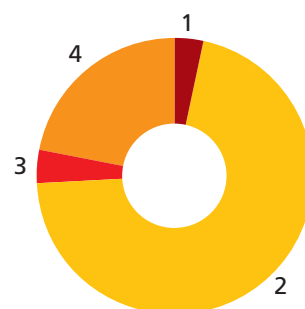
	NOMBRE DE BÂTIMENTS SINISTRÉS	DOMMAGES DUS AU FEU ET AUX ÉLÉMENTS
1 Bâtiments administratifs et à caractère public	26	229'769
2 Maisons d'habitation	425	3'879'547
3 Bâtiments agricoles	102	385'806
4 Bâtiments commerciaux, industriels, artisanaux et bâtiments annexes	68	1'203'878
5 Industrie hôtelière	2	1'000
Total	623	5'700'000



Dommages dus au feu 2016

(Répartition des coûts par catégorie de bâtiments)

	NOMBRE DE SINISTRES	MONTANT DES DOMMAGES
1 Bâtiments administratifs et à caractère public	6	162'833
2 Maisons d'habitation	109	3'366'975
3 Bâtiments agricoles	19	187'985
4 Bâtiments commerciaux, industriels, artisanaux et bâtiments annexes	7	1'032'207
5 Industrie hôtelière	0	0
Total	141	4'750'000



Grands dommages causés par le feu 2016

DATE	COMMUNE	DESTINATION	CAUSE	MONTANT ESTIMÉ
3.1.2016	Delémont	Habitation avec différents locaux	Electricité	375'000.–
14.1.2016	Le Noirmont	Habitation/bureaux	Malveillance par des inconnus	90'000.–
25.1.2016	Courtételle	Garage industriel	Soudage, brasage	970'000.–
16.2.2016	Delémont	Habitation	Malveillance par un tiers	37'000.–
30.3.2016	Les Bois	Habitation/bureaux	Malveillance par des inconnus	60'000.–
5.5.2016	Porrentruy	Rural	Malveillance par un tiers	36'000.–
26.5.2016	Porrentruy	Habitation	Soudage, brasage	700'000.–
21.6.2016	Boncourt	Fabrique de machines	Coup de foudre indirect	26'000.–
7.7.2016	Saignelégier	Habitation	Intallation électrique défectueuse	700'000.–
9.7.2016	Fahy	Rural	Cause incomplètement élucidée	23'000.–
4.8.2016	Porrentruy	Habitation	Cause incomplètement élucidée	500'000.–
23.8.2016	Vellerat	Habitation	Installation électrique défectueuse	105'000.–
14.9.2016	Rossemaison	Bureaux	Electricité	70'000.–
27.9.2016	Bassecourt	Ecole	Electricité	46'000.–
3.10.2016	Buix	Habitation avec rural	Appareils utilisés de manière inappropriée	100'000.–
8.11.2016	Boncourt	Habitation	Cause incomplètement élucidée	60'000.–
29.11.2016	Courtételle	Habitation avec restaurant	Electricité	50'000.–
15.12.2016	Bassecourt	Habitation	Bougie	120'000.–
24.12.2016	Les Breuleux	Eglise	Malveillance par des inconnus	25'000.–
26.12.2016	Fontenais	Habitation	Chauffage central	23'000.–
29.12.2016	Delémont	Habitation	Installation de chauffage	250'000.–
Total des 21 sinistres Feu				4'366'000.–

Statistiques des sinistres dus au feu

ANNÉE	FEU		FOUDRE		TOTAL	
	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.
1979	184	2'270'596	233	355'004	417	2'625'600
1980	191	2'829'988	137	517'045	328	3'347'033
1981	195	2'861'727	297	236'876	492	3'098'603
1982	229	3'238'083	329	442'747	558	3'680'830
1983	204	4'258'418	348	934'402	552	5'192'820
1984	253	4'827'142	133	673'779	386	5'500'921
1985	259	3'871'693	208	137'555	467	4'009'248
1986	216	9'550'938	290	240'207	506	9'791'145
1987	185	8'339'555	195	198'837	380	8'538'392
1988	198	2'359'658	211	302'368	409	2'662'026
1989	230	2'671'549	301	1'002'726	531	3'674'275
1990	214	5'817'639	272	281'729	486	6'099'368
1991	215	4'276'393	161	281'407	376	4'557'800
1992	247	6'360'205	274	596'575	521	6'956'780
1993	212	3'622'239	360	361'859	572	3'984'098
1994	206	3'455'697	325	354'402	531	3'810'099
1995	271	4'970'758	306	329'274	577	5'300'032
1996	265	3'771'409	196	228'591	461	4'000'000
1997	234	4'189'529	278	510'461	512	4'699'990
1998	228	3'420'879	221	279'121	449	3'700'000
1999	256	1'553'813	437	2'747'768	693	4'301'581
2000	185	2'166'205	220	284'769	405	2'450'974
2001	163	3'537'436	171	306'688	334	3'844'124
2002	159	3'114'544	203	235'596	362	3'350'140
2003	157	1'300'546	156	226'777	313	1'527'323
2004	181	3'305'180	212	264'970	393	3'570'150
2005	144	3'997'490	175	245'940	319	4'243'430
2006	148	6'449'900	158	570'900	306	7'020'800
2007	134	3'742'040	170	323'510	304	4'065'550
2008	158	3'976'870	109	164'616	267	4'141'486
2009	127	2'289'850	110	171'600	237	2'461'450
2010	121	2'137'700	53	94'420	174	2'232'120
2011	147	2'214'790	139	465'210	286	2'680'000
2012	147	5'112'500	120	137'500	267	5'250'000
2013	114	944'070	64	105'930	178	1'050'000
2014	144	2'380'112	76	102'888	220	2'483'000
2015	123	3'886'847	49	113'153	172	4'000'000
2016	82	4'621'626	59	128'374	141	4'750'000
Moyenne 1979–2016	188	3'781'464	204	393'568	392	4'175'031

Dommmages dus aux éléments de la nature 2016

DESTINATION	TEMPÊTE		GRÊLE		HAUTES EAUX		RUISSELLEMENT		NEIGE		CHUTES DE PIERRES		MOUV. DU SOL		TOTAL	
	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.
Bâtiments admin. et à caractère public	17	34'105	0	0	3	32'832	0	0	0	0	0	0	0	0	20	66'937
Maisons d'habitation	234	282'329	54	91'332	5	65'854	16	63'236	6	9'543	0	0	1	300	316	512'594
Bâtiments agricoles	74	124'875	6	53'467	1	5'998	1	2'957	0	0	1	10'500	0	0	83	197'797
Circulation et transport	1	19'257	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	19'257
Commerces	11	22'235	2	989	1	316	0	0	0	0	0	0	0	0	14	23'540
Industrie et artisanat	24	84'499	1	9'471	0	0	1	526	0	0	0	0	0	0	26	94'496
Industrie hôtelière	0	0	2	1'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	1'000
Bâtiments annexes	14	17'900	3	3'441	0	0	2	11'281	1	1'757	0	0	0	0	20	34'379
Total	375	585'200	68	159'700	10	105'000	20	78'000	7	11'300	1	10'500	1	300	482	950'000



Statistiques des sinistres dus aux éléments de la nature

ANNÉE	TEMPÊTE		GRÊLE		NEIGE		HAUTES EAUX		MOUV. DU SOL		TOTAL	
	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.	NBRE SIN.	FR.
1979	237	427'974	31	42'196	12	23'300	48	104'175	0	0	328	597'645
1980	135	174'506	687	865'879	76	96'444	18	32'061	0	0	916	1'168'890
1981	402	493'663	511	1'015'349	295	491'548	66	93'508	2	10'080	1'276	2'104'148
1982	332	324'585	441	509'996	98	100'968	115	381'341	0	0	986	1'316'890
1983	937	1'145'023	224	217'591	21	27'982	144	419'288	1	900	1'327	1'810'784
1984	515	587'115	1	800	24	26'554	2	2'486	1	7'200	543	624'155
1985	90	88'854	287	290'349	11	10'018	24	42'627	1	300	413	432'148
1986	826	1'136'511	64	57'978	276	374'775	35	66'538	5	109'369	1'206	1'745'171
1987	254	294'457	36	29'452	25	33'864	13	21'607	1	330	329	379'710
1988	246	207'549	51	53'667	206	372'066	174	846'410	1	6'500	678	1'486'192
1989	185	281'625	47	124'613	8	9'847	7	11'853	1	2'200	248	430'138
1990	1'864	2'478'572	55	67'433	17	20'966	116	698'341	0	0	2'052	3'265'312
1991	144	254'435	3	2'180	28	32'839	24	53'380	1	731	200	343'565
1992	723	1'082'859	112	214'304	4	3'715	79	294'116	2	5'800	920	1'600'794
1993	217	309'716	64	105'362	7	13'220	14	25'896	3	12'865	305	467'059
1994	217	266'511	508	1'413'655	11	13'066	59	297'634	2	5'160	797	1'996'026
1995	1'511	2'568'265	43	78'094	120	355'224	52	93'117	2	5'300	1'728	3'100'000
1996	152	251'461	85	113'644	67	151'846	29	63'049	0	0	333	580'000
1997	208	300'180	13	35'218	24	23'702	155	639'800	1	5'000	401	1'003'900
1998	857	1'464'933	74	249'961	22	36'262	24	47'152	1	1'692	978	1'800'000
1999	5'292	17'801'235	221	425'896	103	226'514	148	577'879	3	3'490	5'767	19'035'014
2000	116	200'453	1'066	3'768'994	2	6'426	11	19'281	0	0	1'195	3'995'154
2001	211	321'157	8	14'499	6	10'270	24	52'728	0	0	249	398'654
2002	226	330'754	14	26'114	1	896	38	98'342	1	3'894	280	460'000
2003	433	540'540	245	427'400	23	32'281	33	101'840	0	0	734	1'102'061
2004	237	346'520	75	145'070	24	43'350	7	11'960	1	35'000	344	581'900
2005	68	107'320	2'547	7'272'631	86	179'820	36	139'990	0	0	2'737	7'699'761
2006	146	214'395	204	577'880	264	863'730	38	203'350	0	0	652	1'859'355
2007	464	640'680	98	201'800	40	69'240	558	10'813'280	0	0	1'160	11'725'000
2008	172	333'900	9	11'100	31	64'260	7	13'970	3	11'000	222	434'230
2009	547	882'990	33	43'849	389	1'027'147	10	11'844	0	0	979	1'965'830
2010	59	69'336	4	4'476	18	30'583	37	184'361	3	4'074	121	292'830
2011	1'406	2'385'623	109	280'015	0	0	39	84'362	0	0	1'554	2'750'000
2012	222	242'430	777	1'871'900	22	43'290	28	42'380	0	0	1'049	2'200'000
2013	27	85'750	62	147'140	28	76'960	11	40'150	0	0	128	350'000
2014	180	391'799	18	47'146	4	5'273	9	40'782	0	0	211	485'000
2015	68	151'192	40	109'106	9	86'540	23	52'330	1	832	141	400'000
2016	375	585'200	68	159'700	7	11'300	30	183'000	2	10'800	482	950'000
Moyenne 1979-2016	534	1'046'581	235	553'222	63	131'477	60	444'899	1	6'382	894	2'182'561

Prévention et lutte contre les dommages

PRÉVENTION DES INCENDIES

En 2016, la division Prévention et lutte contre les dommages a procédé à l'examen de 580 dossiers de demande de permis de construire pour lesquels ont été établies les conditions à remplir pour la protection contre l'incendie et les dangers naturels. Le nombre de dossiers examinés a diminué de 67 unités par rapport à l'année 2015.

De plus, 225 dossiers non liés à l'octroi d'un permis de construire (68 contrôles de prévention pour l'obtention d'une patente de restaurant, 5 contrôles de conformité pour l'obtention de plaques d'immatriculation professionnelles, 2 contrôles pour la reconnaissance d'exploitations agricoles, 82 contrôles périodiques de bâtiments et 68 dossiers de mise en conformité) ont été traités. Cette catégorie de dossiers a augmenté de 132 unités par rapport à 2015.

Les prescriptions établies, ainsi que les incitations financières en matière de prévention incendie, ont permis :

- d'assainir 25 conduits de fumée défectueux ou présentant un danger d'incendie ;
- de construire 3 murs coupe-feu entre la partie habitation et la partie rurale de bâtiments agricoles ou entre des bâtiments contigus ;
- d'équiper 2 bâtiments d'installations volontaires de détection incendie ou d'extinction automatique (Sprinkler) ;
- de poser 8 installations volontaires de paratonnerres ;
- d'installer 2 dispositifs de protection contre les surtensions ;
- de subventionner les recharges d'extincteurs portatifs ;
- d'allouer d'autres subventions diverses (raccordements souterrains de l'électricité, postes incendie, prévention des dangers naturels, etc.).

Les subventions payées dans ces domaines se montent à 103'267 francs.

RÉSEAUX D'EAU

Quarante-cinq projets pour l'extension ou l'assainissement de réseaux d'eau et d'hydrants ont reçu une promesse de subvention, conformément aux directives en vigueur. Il s'agit de :

- 16 extensions de réseaux d'eau ;
- 22 remplacements d'anciennes conduites et d'hydrants ;
- 6 assainissements de réseaux d'eau sur l'ensemble d'une localité ;
- 1 réserve incendie auprès de constructions isolées.

Le montant des promesses de subvention liées à ces postes s'élève à 1'843'776 francs. Il est nettement plus élevé qu'en 2015 (+ 1'012'859 francs). Cette augmentation s'explique par le démarrage de deux projets d'assainissement importants :

- la nouvelle adduction d'eau du Syndicat pour l'alimentation des Franches-Montagnes en eau potable (SEF) (montant promis 743'061 francs) ;
- l'interconnexion des réseaux d'eau du Syndicat des eaux du Val Terbi (SEVT) (montant promis 442'971 francs).

L'ECA Jura a versé en 2016 un montant total de 667'950 francs pour le subventionnement des réseaux d'eau dont les travaux étaient terminés.

PRÉVENTION DES DANGERS NATURELS

Les demandes de permis de construire pour tous les projets situés dans des zones de danger identifiées font l'objet d'un examen par la division Prévention et lutte contre les





dommages, laquelle fixe les conditions à respecter en matière de protection des bâtiments contre les éléments de la nature.

La coordination avec l'Office de l'environnement (ENV) a été renforcée. Celle-ci a notamment permis l'organisation d'un forum d'échange sur les dangers naturels d'une demi-journée à l'intention des planificateurs de projets. Cette séance s'est déroulée le 15 novembre 2016 à Delémont, avec une participation de 79 personnes.

CONTRÔLES DE CONFORMITÉ

Les contrôles de construction ainsi que les inspections et les mises en conformité exigées, réalisés par les experts et les spécialistes en protection incendie de l'ECA Jura, ont permis de clôturer 874 dossiers de construction, représentant une diminution de 88 unités par rapport à l'année précédente.

Comme chaque année, nous tenons à relever le travail important réalisé par les mandataires et entreprises externes qui procèdent à certains contrôles de conformité pour le compte de l'ECA Jura.

CONTRÔLES PÉRIODIQUES

En application de l'article 20 de la Loi sur la protection contre les incendies et les dangers naturels (RSJU 871.1), 82 dossiers de contrôles périodiques ont été ouverts en 2016. Ces contrôles ont porté en particulier sur les établissements d'hébergement de type [a] (établissements médico-sociaux, centres pour personnes dépendantes, etc.) et [b] (hôtels, pensions, centres de vacances, etc.). Ces inspections seront poursuivies en 2017, notamment avec la visite des hôpitaux et des grands magasins.

CAMPAGNES D'INFORMATION

L'ECA Jura a poursuivi sa politique de prévention par le biais de campagnes de presse durant les périodes de l'année les plus marquées par les risques d'incendie ou lors de manifestations particulières. Des messages de prévention incendie ont une nouvelle fois été diffusés sur la radio locale RFJ.

Comme en 2015, un dépliant indiquant les principales précautions à prendre pour éviter un incendie a été distribué en fin d'année aux fleuristes, invités à le remettre aux acquéreurs de couronnes de l'avent et d'arrangements floraux contenant des bougies.

Des autocollants indiquant les numéros de téléphone à composer en cas d'urgence (144–118–117) en plusieurs formats ont à nouveau été édités et distribués dans l'ensemble du canton dans le courant de l'année. A ce sujet, nous tenons à remercier la police cantonale et le Service de la santé publique pour leur collaboration dans la diffusion de ces autocollants.

CONCLUSION

En 2016, une baisse du nombre de dossiers de prescriptions à établir dans le cadre des procédures de demande de permis de construire a à nouveau été constatée. Comme en 2015, une augmentation des contrôles périodiques des bâtiments a été réalisée pour compenser la diminution de dossiers.

Avec sa structure actuelle, la division Prévention et lutte contre les dommages peut continuer à assumer sa mission de prévention ainsi que sa responsabilité d'autorité compétente en matière de protection contre les incendies des bâtiments.

Services de défense contre l'incendie et de secours (SIS)

INSPECTIONS DES SIS

Suite à la révision complète du concept de formation des pompiers jurassiens, à l'élaboration de nouveaux programmes et au vu de la masse de travail à produire pour mettre sur pied ce concept de formation, aucune inspection n'a été réalisée en 2016. Par contre, les inspecteurs ont assumé une présence active lors des interventions et des exercices.

Les experts se sont associés aux inspecteurs pour la mise en place des nouvelles formations de base et ont dispensé des instructions dans leur domaine de compétence.

Le travail des experts tonne-pompe/motopompe a été adapté en fonction des nouveaux règlements de la Coordination suisse des sapeurs-pompiers (CSSP) et des directives de la Fédération suisse des sapeurs-pompiers (FSSP). Le contrôle de réception après l'achat ou la réparation importante de matériel reste ainsi le seul travail dévolu aux experts.

En 2016, le nombre de sapeurs-pompiers s'établit à 1'407 personnes, soit 1'299 hommes et 108 femmes. On note une légère diminution des effectifs globaux, provenant essentiellement de la défection de la représentation féminine. Les cadres représentent 221 officiers et 238 sous-officiers.



COURS DE FORMATION DES SAPEURS-POMPIERS 2016

TYPE DE FORMATION	NOMBRE DE PARTICIPANTS PAR DISTRICT				TOTAL
	DELÉMONT	PORRENTRUUY	FRANCHES-MONTAGNES	AUTRE	
Formation générale de base (FGB) avec protection respiratoire	14	23	6		43
Formation technique de base (FTB)	9	22	3		34
Machinistes	9	6			15
Chefs de groupe	12	26	7		45
Chefs de groupe échelle remorquable	2	5			7
Chefs d'intervention 1	3	4			7
Chefs d'intervention 2	4	1	1		6
Chefs d'intervention chimique et hydrocarbure					
Préposé à l'entretien des appareils protection respiratoire	7	12	3		22
Préposé au contrôle du matériel					
Cours administratif (commandants et fourriers)					
Porteurs d'appareils respiratoires (cours transitoire)	10	15	6	1	32
Total	70	114	26	1	211

Le nombre de sapeurs-pompiers ayant suivi un cours en 2016 représente 14,58 % de l'effectif global des sapeurs-pompiers.

En plus des changements déjà intervenus l'année passée, soit la suppression des cours porteurs d'appareils respiratoires (intégrés à la nouvelle formation générale de base), préposé à l'entretien des appareils respiratoires à circuit fermé (appareils changés au profit de bi-bouteilles), d'électriciens (tâche professionnelle) et la création d'une nouvelle formation technique de base, la réorganisation des cours a imposé la mise sur pied d'un cours unique de chefs de groupe qui se déroule sur cinq jours, en remplacement des cours pour chefs de groupe 1 et 2 (CG 1 et CG 2).

COURS DE PERFECTIONNEMENT DES INSTRUCTEURS

Les journées cantonales consacrées au perfectionnement des instructeurs ont eu lieu les 4 et 5 mars 2016 au Centre de renfort de Porrentruy, sous le commandement du major La Manna et pour la première fois en collaboration avec la Fédération suisse des sapeurs-pompiers (FSSP). Le programme proposé a permis aux participants d'obtenir le certificat de cours pour la sécurité antichute qui remplit les exigences fixées par la SUVA pour un cours de base dans ce domaine.

FORMATION DES SAPEURS-POMPIERS

La collaboration avec le centre d'instruction IFA de Balsthal s'est encore intensifiée en 2016 car, outre les cours Formation générale de base (FGB) et Formation technique de base (FTB), le cours de rattrapage protection respiratoire a également bénéficié de ces infrastructures.

Sous le commandement des majors Gisiger et Brahier, ainsi que du capitaine Werder, ce ne sont pas moins de 109 sapeurs-pompiers qui ont bénéficié d'une infrastructure moderne et d'un programme totalement basé sur le nouveau règlement de base de la Coordination suisse des sapeurs-pompiers (CSSP).

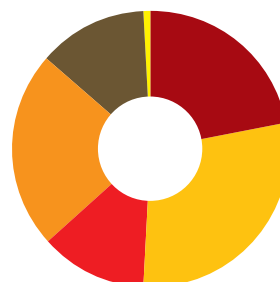
COURS FÉDÉRAUX 2016

Messieurs Thierry Brunner et Federico Ferrario ont participé au cours fédéral de formation à la conduite d'événements majeurs. Quant au cours fédéral de formation complémentaire pour instructeurs, il a été suivi par Messieurs Daniel La Manna, Federico Ferrario, Michael Werder et John Mosimann.

INTERVENTIONS DES SIS

Selon les statistiques de la police cantonale, qui gère le système de transmission des alarmes destinées aux sapeurs-pompiers, les SIS de l'ensemble du canton ont été appelés à intervenir sur alarme à 401 reprises en 2016, dont 116 fois pour des alarmes intempestives provoquées par des installations automatiques de détection d'incendie. Ces chiffres restent dans les mêmes proportions que ceux des années précédentes.

ALARMES RTA POUR TOUT LE CANTON



District de Delémont	88
District de Porrentruy	116
District des Franches-Montagnes	50
Ville de Delémont	93
Ville de Porrentruy	51
Autoroute A16	3
TOTAL	401

NOMINATIONS / DÉMISSIONS

Le mandat de Monsieur Jean-Paul Costato, expert tonne-pompe/moto-pompe, avait été prolongé de deux ans pour former ses successeurs. Cette formation est désormais terminée et M. Costato a ainsi quitté ses fonctions d'expert à fin 2016. Le capitaine Luciano Prudente, également expert dans ce domaine a, quant à lui, présenté sa démission du poste d'expert, en raison d'une surcharge de travail. Il continue toutefois ses activités au Centre de renfort de Delémont. L'engagement volontaire de ces deux experts est à saluer et l'ECA Jura les remercie vivement pour leur disponibilité dans le cadre des sapeurs-pompiers jurassiens.

Vu la réorganisation des tâches d'expert, ces deux postes n'ont pas été repourvus.



Dépenses pour la prévention et la lutte contre l'incendie

ANNÉE	PRÉVENTION CONTRE LES DOMMAGES				LUTTE CONTRE LES DOMMAGES			FRAIS GÉNÉRAUX ADMINISTRATION*	TOTAUX
	POLICE DU FEU	ADDUCTIONS D'EAU, RÉSERVOIRS, HYDRANTS	SUBSIDES POUR LA PRÉVENTION CONTRE LES DOMMAGES	CONTRIBUTIONS AU CIPI, I.S. ET DIVERS	INSPECTIONS, SERVICE DE DÉFENSE CONTRE LE FEU	COURS DE SAPEURS-POMPIERS	SUBSIDES POUR LA LUTTE CONTRE LES DOMMAGES		
1993	188'443.25	507'173.00	581'705.60	45'925.50	92'774.65	141'168.60	616'865.15		2'174'055.75
1994	357'293.60	359'132.00	535'539.30	26'454.50	98'668.70	145'662.00	626'610.20		2'149'360.30
1995	289'482.60	561'924.00	374'460.90	50'808.30	54'603.85	91'690.85	639'359.85		2'062'330.35
1996	218'381.15	540'267.00	433'859.10	75'291.90	64'407.55	166'585.95	570'669.70		2'069'462.35
1997	247'700.85	440'932.00	398'123.00	73'521.35	109'930.30	148'441.00	747'284.75		2'165'933.25
1998	132'367.50	816'459.00	445'866.10	57'690.70	42'893.10	140'819.85	713'267.45		2'349'363.70
1999	145'766.00	869'270.30	382'753.05	75'346.30	49'000.65	165'940.60	633'458.30		2'321'535.20
2000	120'611.55	950'940.00	447'758.30	71'732.00	82'514.55	143'347.25	501'882.15		2'318'785.80
2001	132'491.85	1'004'638.30	528'064.85	73'542.70	106'471.90	164'856.25	766'143.85		2'776'209.70
2002	124'348.15	1'314'241.50	739'098.85	82'836.00	150'089.00	190'791.85	628'446.55	798'103.55	4'027'955.45
2003	146'087.50	757'655.00	765'310.35	96'246.85	132'337.55	199'362.15	1'287'112.50	874'697.55	4'258'809.45
2004	170'878.65	667'964.00	772'948.30	103'742.15	85'683.80	187'919.60	1'434'169.15	876'238.20	4'299'543.85
2005	161'528.45	715'246.00	708'448.55	87'753.60	72'453.15	177'474.60	1'193'433.86	949'084.15	4'065'422.36
2006	152'047.00	579'366.00	510'011.75	82'427.30	69'357.45	175'887.40	1'470'621.34	1'002'769.90	4'042'488.14
2007	160'219.90	584'865.00	665'012.55	84'758.70	60'859.50	228'537.75	1'155'092.50	997'422.00	3'936'767.90
2008	116'759.15	536'372.60	903'514.85	91'225.85	59'380.65	212'333.20	1'105'811.15	1'007'880.95	4'033'278.40
2009	174'469.85	735'323.05	1'461'142.60	102'088.10	63'951.55	224'083.20	2'893'728.65	1'126'369.35	6'781'156.35
2010	163'547.15	2'100'202.35	990'644.80	107'272.80	65'922.55	216'594.40	1'684'223.10	1'244'344.75	6'572'751.90
2011	173'509.50	1'669'402.55	976'437.70	100'304.30	99'008.60	215'981.20	1'285'027.55	1'237'034.65	5'756'706.05
2012	319'803.70	1'624'855.05	583'357.10	109'284.25	96'908.45	240'946.50	1'308'290.35	1'239'689.00	5'523'134.40
2013	304'291.35	907'624.10	529'228.30	112'037.00	92'974.60	264'682.75	1'752'207.88	1'247'990.65	5'211'036.63
2014	233'536.00	436'316.60	503'907.60	118'496.60	108'772.10	252'953.50	2'160'143.95	1'342'455.35	5'156'581.70
2015	349'991.95	1'015'693.85	172'255.50	110'980.50	116'979.75	403'558.65	1'539'856.85	1'402'250.85	5'111'567.90
2016	136'235.90	1'921'287.75	167'015.00	138'070.80	138'554.70	424'174.40	1'342'179.30	1'365'507.40	5'633'025.25

* dès 2002 : nouvelles directives ECA sur les subsides aux SIS et ventilation des frais d'administration.

CIPI : Centre d'information pour la prévention des incendies.

I.S. : Institut de sécurité.

Contributions des assureurs privés

VALEUR DU MOBILIER ASSURÉ ET CONTRIBUTIONS À LA PRÉVENTION ET À LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE

La valeur du mobilier assuré dans le Jura au 31 décembre 2015 par des compagnies d'assurance privées et leurs contributions à l'ECA Jura pour la prévention et la lutte contre les dommages sont les suivantes :

COMPAGNIE		MONTANT ASSURÉ	CONTRIBUTION
Mobilière Suisse SA	Berne	3'129'865'000.00	156'493.25
Helvetia Assurances	Saint-Gall	1'041'645'000.00	52'082.25
Zurich Assurance	Zurich	935'139'850.00	46'756.99
AXA Winterthur	Winterthour	822'823'334.00	41'141.20
Bâloise Assurance SA	Bâle	634'115'000.00	31'705.75
Allianz Suisse	Berne	586'345'100.00	24'451.50
AXA Corporate Solutions Assurance	Winterthour	574'297'918.00	28'714.90
Vaudoise Assurances	Lausanne	183'606'000.00	9'180.30
AIG Europe Limited London	Zurich	178'530'000.00	8'926.50
HDI Global SE	Zurich	172'791'408.00	8'639.55
Generali Assurances SA	Genève	159'829'000.00	7'991.45
FM Insurance Company Limited	Zurich	76'845'551.04	3'841.98
XL Insurance Company SE London	Zurich	61'010'782.00	3'050.55
Emmental Assurance	Konolfingen	49'277'000.00	2'463.85
CSS Assurance SA	Lucerne	19'239'550.00	962.00
Allianz Global Corporate & Speciality AG	Zurich	17'630'000.00	881.50
XL Insurance SA	Zurich	12'565'729.00	628.30
SBB Insurance SA	Berne	11'934'686.00	596.75
Smile direct	Wallisellen	7'948'100.00	397.40
ACE Assurances SA	Zurich	6'335'004.59	316.75
Lloyd's	Zurich	5'299'000.00	264.95
Swiss Post Insurance AG	Berne	5'103'683.40	255.20
Total		8'692'176'696.03	429'742.87

Tableau récapitulatif général

ANNÉE	BÂTIMENTS	CAPITAL* ASSURÉ EN MILLIARDS DE FR.	PRIMES** EN MILLIONS DE FR.	INDEMNITÉS DOMMAGES CAUSÉS PAR LE FEU		INDEMNITÉS DOMMAGES DUS AUX ÉLÉMENTS		PRÉVENTION ET LUTTE INCENDIE EN MILLIONS DE FR.	RÉSULTAT DE L'EXERCICE ANNUEL FR.	ÉTAT DES RÉSERVES AU 31.12 EN MILLIONS DE FR.
				EN MILLIONS DE FR.	EN ‰ DU CAPITAL ASSURÉ	EN MILLIONS DE FR.	EN ‰ DU CAPITAL ASSURÉ			
1979	25'940	6,023	6,199	2,625	0,44	0,597	0,099	0,155	169'239	1,000
1999	32'134	16,331	12,390	4,301	0,26	21,332	1,306	2,321	198'735	49,724
2000	32'357	16,525	12,919	2,301	0,13	3,995	0,241	2,318	79'988	50,222
2001	32'719	16,691	13,109	3,844	0,23	0,398	0,023	2,776	68'911	43,608
2002	33'044	16,899	9,372	3,350	0,19	0,460	0,027	3,769	1'754'635	43,628
2003	33'273	17,096	9,493	1,527	0,09	1,102	0,064	4,258	61'353	43,901
2004	33'524	17,324	8,517	3,570	0,20	0,582	0,033	4,299	78'593	44,723
2005	33'770	17,532	8,916	4,243	0,24	7,700	0,443	4,065	57'400	46,302
2006	34'100	17,814	9,759	7,020	0,39	1,859	0,008	4,042	83'357	46,859
2007	34'371	18,109	9,840	4,065	0,22	11,725	0,647	3,937	51'336	46,943
2008	34'631	19,165	10,742	4,141	0,21	0,434	0,022	4,033	61'711	46,994
2009	34'874	20,086	11,296	2,461	0,12	1,965	0,098	6,781	62'995	47,056
2010	35'440	20,435	9,826	2,232	0,11	0,292	0,014	6,572	70'787	47,119
2011	35'724	20,792	10,712	2,680	0,13	2,750	0,132	5,756	45'454	47,189
2012	36'073	21,970	11,231	5,250	0,24	2,200	0,100	5,523	63'181	45,612
2013	36'391	22,377	12,357	1,050	0,05	0,350	0,016	5,211	143'469	46,925
2014	36'700	22,849	10,714	2,483	0,11	0,485	0,021	5,156	4'973'115	56,806
2015	37'046	23,181	10,826	4,000	0,17	0,400	0,017	5,112	2'735'374	61,779
2016	37'291	23,534	10,832	4,750	0,20	0,950	0,040	5,633	3'414'641	61,779

* y compris les assurances provisoires pour travaux en cours.

** y compris les acomptes de primes pour assurances de travaux en cours et le droit de timbre fédéral (5 %);
dès 2002, sans la prévention de 0,19 ‰ et sans droit de timbre fédéral.

Rapport de l'organe de révision



Société fiduciaire d'expertises et de révision – Conseils juridiques et fiscaux

Rapport de l'organe de révision
au Conseil d'administration de

ECA JURA – Etablissement d'assurance immobilière et de prévention du canton du Jura, Saignelégier

En notre qualité d'organe de révision, nous avons vérifié, selon les Normes d'audit suisses, les comptes annuels de l'ECA JURA, Saignelégier, pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2016 sur lesquels ont été établis le bilan et le compte de résultat qui figurent dans le rapport de gestion de l'ECA Jura.

Dans notre rapport du 10 avril 2017, nous avons délivré une opinion d'audit sans réserve sur les comptes annuels. Selon notre appréciation, le bilan et le compte de profits et pertes présentés dans le rapport de gestion sont cohérents, à tous égards, avec les comptes annuels qui leur servent de base.

Afin d'assurer une meilleure compréhension du patrimoine et des résultats de l'ECA Jura ainsi que l'étendue de notre révision, le bilan et le compte de résultat doivent être lus conjointement avec les comptes annuels qui leur servent de base et notre rapport y relatif.

Saignelégier, le 10 avril 2017

FIDUCONSULT AUDIT S.A.

V. Lebet
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)

S. Mathez
Experte-réviseur agréée

Bilan au 31 décembre 2016

CHIFFRES EN MILLIERS DE FRANCS	EXPLICATIONS (PAGES 28–43)	2016 31.12	2015 31.12	VARIATION
ACTIF				
Actifs immobilisés				
Placements de capitaux	1	126'130	119'637	6'493
Participations	2	3'669	3'669	– 1
Immobilisations corporelles	3	2'099	2'200	– 102
Total Actifs immobilisés		131'897	125'506	6'391
Actifs circulants				
Actifs de régularisation	4	224	243	– 19
Créances	5	598	785	– 187
Liquidités d'exploitation		2'931	3'717	– 786
Total Actifs circulants		3'754	4'745	– 991
Total de l'Actif		135'651	130'252	5'400
PASSIF				
Capitaux propres				
Capital porteur de risques provenant de bénéfices accumulés		61'779	61'779	0
Résultat net de l'exercice		3'415	2'735	679
Total Capitaux propres		65'194	64'515	679
Capitaux étrangers				
Provisions techniques	6	8'137	6'741	1'396
Provisions techniques pour fluctuation et sécurité	7	32'443	30'512	1'930
Provisions non techniques	8	16'544	15'086	1'458
Provisions pour risques liés aux placements de capitaux	9	12'650	12'650	0
Passifs de régularisation	10	331	335	– 4
Dettes	11	352	413	– 61
Total Capitaux étrangers		70'458	65'737	4'721
Total du Passif		135'651	130'252	5'400

Les chiffres présentés sont arrondis au millier de francs selon les règles en usage dans le commerce et peuvent conduire à des différences d'arrondi.

Compte de Profits et Pertes 2016

CHIFFRES EN MILLIERS DE FRANCS	EXPLICATIONS (PAGES 28-43)	2016 31.12	2015 31.12	VARIATION
Produits des primes nettes d'assurance		10'832	10'826	6
Primes de la réassurance	12	- 2'583	- 2'413	- 170
Primes nettes de réassurance	13	8'249	8'414	- 164
Charges des sinistres nets	14	- 5'338	- 3'859	- 1'479
Variation des provisions techniques et des provisions pour fluctuation et sécurité	15	- 1'930	- 1'561	- 370
Charges d'exploitation		- 2'393	- 2'394	1
Amortissements		- 152	- 102	- 50
Autres produits d'exploitation		65	54	11
Variation de la provision pour rabais sur primes		1'900	100	1'800
Résultat technique d'assurance	16	401	652	- 251
Produits pour la prévention et la lutte		5'233	5'045	188
Charges pour la prévention et la lutte		- 3'966	- 3'368	- 598
Charges du personnel et d'administration pour la prévention et la lutte		- 1'667	- 1'744	77
Variation des provisions non techniques pour la prévention et la lutte		400	67	333
Résultat pour la prévention et la lutte	17	0	0	0
Produits des placements de capitaux	18	7'969	7'227	742
Part des revenus des placements de capitaux (prévention)	19	- 393	- 241	- 152
Charges liées aux placements de capitaux	20	- 3'644	- 6'086	2'442
Frais de gestion des placements de capitaux	21	- 386	- 416	30
Résultat des produits de capitaux avant variation de la provision pour risques liés aux placements de capitaux	22	3'545	483	3'062
Variation de la provision pour risques liés aux placements de capitaux	23	0	1'600	- 1 600
Résultat des placements de capitaux		3'545	2'083	1'462
Résultat d'exploitation		3'947	2'735	1'211
Variation de la réserve pour engagement de prévoyance		- 532	0	- 532
Résultat extraordinaire		- 532	0	- 532
BÉNÉFICE		3'415	2'735	679

Flux de trésorerie

CHIFFRES EN MILLIERS DE FRANCS	2016 1.1 – 31.12	2015 1.1 – 31.12
Flux de trésorerie relatif à l'exploitation		
Bénéfice/Perte	3'415	2'735
Pertes non réalisées sur placements de capitaux	1'856	5'127
Bénéfices non réalisés sur placements de capitaux	– 3'656	– 2'276
Amortissements sur immobilisations corporelles	102	102
Variation des provisions techniques d'assurance	1'396	1'186
Variation des provisions techniques pour fluctuation et sécurité	1'930	1'561
Variation des provisions non techniques	1'458	– 527
Variation de la provision pour risques sur placements de capitaux	0	– 1'600
Variation des créances	187	49
Variation des actifs de régularisation	19	85
Variation des engagements	– 61	– 306
Variation des passifs de régularisation	– 4	– 234
Flux de trésorerie relatif à l'exploitation	6'642	5'902
Flux de trésorerie relatif aux opérations d'investissement		
Investissements en placements de capitaux	– 319'121	– 240'350
Désinvestissements en placements de capitaux	314'428	235'665
Investissements en immobilisations corporelles	0	– 17
Désinvestissements en immobilisations corporelles	0	0
Investissements en participations	1	– 14
Désinvestissements en participations	0	0
Flux de trésorerie relatif aux opérations d'investissement	– 4'692	– 4'717
Flux de trésorerie relatif aux opérations de financement		
Versement de la part du bénéfice à la RCJU	– 464	0
Attribution à la provision rabais sur primes	– 2'272	0
Flux de trésorerie relatif aux opérations de financement	– 2'735	0
Somme des flux de trésorerie	– 786	1'185
Variation de trésorerie		
Trésorerie au 1.1	3'717	2'532
Somme des flux de trésorerie	– 786	1'185
Trésorerie au 31.12	2'931	3'717

Variation des capitaux propres

Capitaux propres CHIFFRES EN MILLIERS DE FRANCS	TOTAL BÉNÉFICES ACCUMULÉS
Capital porteur de risques au 1.1.2016	61'779
Résultat 2016	3'415
Capital porteur de risques au 31.12.2016	65'194
Répartition selon la Loi sur la protection et l'assurance des bâtiments	
Attribution à la Provision pour rabais sur primes 40 ^e anniversaire ECA	– 3'073
Versement à la RCJU de la quote-part sur bénéfice 2016	– 341
Capital porteur de risques à reporter au 1.1.2017	61'779
Capital porteur de risques au 1.1.2015	61'779
Résultat 2015	2'735
Capital porteur de risques au 31.12.2015	64'515
Répartition selon la Loi sur la protection et l'assurance des bâtiments	
Attribution à la Provision pour rabais sur primes	– 2'272
Versement à la RCJU de la quote-part sur bénéfice 2015	– 464
Capital porteur de risques à reporter au 1.1.2016	61'779



Autorités, direction et personnel

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président:

M. le Ministre Charles Juillard,
chef du Département des Finances

Vice-président:

Jean-François Kohler, notaire, Courgenay

Membres:

Cédric Dubied, courtier en assurances, Les Enfers (dès le 1.1.2016)
Anne Roy, paysanne, Porrentruy
Claude Schlüchter, technicien, Delémont

COMMISSION FINANCIÈRE

Jean-François Kohler (président)
Cédric Dubied (dès le 1.1.2016)
François-Xavier Boillat
Gérard Queloz

ORGANE DE CONTRÔLE

Fiduciaire:

Fiduconsult Jura SA, Saignelégier

DIRECTION

Directeur:

François-Xavier Boillat, Saignelégier

PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DOMMAGES

Experts:

Monique Paupe, cheffe de division
Jean Kittel
Eric Schaller

Secrétariat:

Marc Braillard, responsable
Daïana Tardent

SERVICES DE DÉFENSE CONTRE L'INCENDIE ET DE SECOURS (SIS)

John Mosimann, inspecteur cantonal des SIS



ESTIMATIONS ET SINISTRES

Experts :

Marco Vermeille, chef de division
Nicolas Greppin

Assurance :

Mylène Willemin, responsable

Secrétariat :

Fabienne Aubry
Sylvie Gehriger
Patricia Panizza

COMPTABILITÉ ET RESSOURCES HUMAINES

Gérard Queloz, vice-directeur et chef de division
Nadia Guichard
Céline Liehti

Apprenti(e)s:

Thomas Affolter (jusqu'au 31.7.2016)
Muriel Joly
Manon Nicolet
Marine Habegger (dès le 1.8.2016)

ESTIMATEURS

District de Delémont:

Raimondo Caramanna, Delémont (dès le 1. 1. 2016)
Régis Girardin, Courgenay
Ramon Jaquet, Delémont (jusqu'au 30.9.2016)
Manuel Schindelholz, Delémont
Rudolf Schlumpf, Courrendlin

District de Porrentruy:

Bernard Corbat, Vendlincourt
Pascal Henzlin, Porrentruy
Juanito Iglesias, Alle
Aurelio Iovine, Grandfontaine
Vincent Siegenthaler, Porrentruy (jusqu'au 31.10.2016)

District des Franches-Montagnes:

Nicolas Gogniat, Lajoux
Olivier Gogniat, Saignelégier

EXPERT INSTALLATIONS THERMIQUES

Georges Queloz, Courrendlin

EXPERT INSTALLATIONS TECHNIQUES

Gabriel Bilat, Les Bois



Annexes

Principes de présentation des comptes et d'évaluation

PRINCIPES DE PRÉSENTATION DES COMPTES

L'ECA Jura établit ses comptes conformément au référentiel Swiss GAAP RPC et en application des règles Swiss GAAP RPC 41 en vigueur dans sa branche.

Les états financiers sont conformes à la Loi suisse et à la Loi sur la protection et l'assurance des bâtiments du Jura du 29 avril 2015.

Les comptes ont été présentés suivant le principe comptable de la continuité d'exploitation. Le principe de l'interdiction de compensation entre actif et passif, autrement dit entre produits et charges (principe brut) a été respecté. Les comptes annuels répondent au principe de la permanence dans l'évaluation, la présentation et la publication. Ils se fondent sur des principes de gestion d'entreprise et donnent une image fidèle de l'état effectif de la fortune, des finances et des produits (true and fair view).

Les chiffres sont présentés en milliers de francs et arrondis selon les règles en usage dans le commerce, ce qui peut conduire à des différences d'arrondi.

DATE DE CLÔTURE DU BILAN

L'exercice court du 1^{er} janvier au 31 décembre. Le bilan est clôturé au 31 décembre.

PRINCIPES D'ÉVALUATION

L'évaluation repose sur des critères uniformes. Le principe de l'évaluation individuelle des actifs et des passifs s'applique.

POSTES EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les valeurs patrimoniales et les engagements en monnaies étrangères sont convertis au cours en vigueur à la date du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties aux cours de la date de transaction.

Les cours déterminants au 31 décembre s'élevaient à :

	2016	2015
EUR	1.0720	1.0874
GBP	1.2559	1.4754
NOK	0.1181	0.1131
USD	1.0163	1.0010
JPY	0.8714	0.8321

DÉPRÉCIATIONS

A chaque date de clôture du bilan, l'ECA Jura vérifie si les actifs doivent faire l'objet d'une dépréciation, lorsqu'il apparaît que la valeur comptable d'un actif excède sa valeur de réalisation. Si tel est le cas, la valeur comptable doit être ajustée à la valeur de réalisation; cet ajustement doit être mis au débit du résultat de la période considérée.

PLACEMENTS DE CAPITAUX

Les placements de capitaux de l'ECA Jura sont évalués comme indiqué ci-après.

Liquidités

Les liquidités dans les placements de capitaux sont évaluées à leur valeur actuelle.

Titres

L'évaluation des titres se fait selon les valeurs actuelles (valeurs de marché cotées publiquement). Les moins-values et les plus-values réalisées et non réalisées sur les titres ainsi que les intérêts courus, dividendes et autres distributions de bénéfices sont comptabilisés dans le compte d'exploitation.

Hypothèques

Les hypothèques sont évaluées à leur valeur nominale. Toutes les corrections de valeur nécessaires ont été effectuées.

Immeubles

L'ECA Jura détient un portefeuille immobilier mixte, constitué à 12 % d'immeubles d'habitation et à 88 % de bureaux. L'immeuble de la Gare 14 à Saignelégier, que l'ECA Jura utilise pour son propre usage, figure dans les immobilisations corporelles. La valeur des immeubles est portée au bilan selon le calcul de la valeur vénale.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition, déduction faite des amortissements résultant de l'exploitation. Ces amortissements sont effectués de façon linéaire par la méthode directe, à partir du prix d'acquisition. Le seuil d'activation au bilan est fixé à 5'000 francs. Les amortissements des immobilisations corporelles reposent sur les durées d'utilisation suivantes :

Immeubles	50 ans
Mobilier de bureau	3 ans
Système informatique et communication	3 ans
Système de contrôle des vents	10 ans

CRÉANCES

Les créances sont évaluées au bilan à leur valeur nominale.

LIQUIDITÉS D'EXPLOITATION

Les liquidités sont évaluées à leur valeur actuelle. Elles comprennent les avoirs en caisse, les avoirs bancaires et postaux, ainsi que les avoirs à vue et les fonds déposés auprès d'établissements bancaires. Celles-ci sont destinées exclusivement au fonctionnement opérationnel.

CAPITAUX PROPRES

Il s'agit du cumul des bénéfices ou pertes conservés au 1^{er} janvier 2016.

La détermination des réserves se fonde sur des calculs de risques en fonction de la valeur assurée du parc immobilier et de la réassurance. Ces réserves doivent permettre à l'ECA de poursuivre sa mission, quels que soient les événements exceptionnels lui incombant. Le capital porteur de risques calculé pour l'ECA est couvert au 31.12.2016 à raison de 102 %. Cependant, celui-ci, pour toute sécurité, doit être couvert à raison de 120 % selon les principes calculés par l'UIR.

PROVISIONS TECHNIQUES D'ASSURANCE

Les provisions techniques se fondent sur les engagements présumés à l'égard des assurés et comprennent :

- les provisions relatives aux sinistres ouverts en fin d'exercice et calculées sur la base des indemnités restant à payer ;
- la provision pour rabais sur primes d'assurance accordé aux assurés de l'ECA Jura sur la base d'une décision du Conseil d'administration en fonction du résultat de l'année courante.

PROVISIONS TECHNIQUES D'ASSURANCE POUR SÉCURITÉ ET FLUCTUATION

Les provisions techniques pour fluctuation et sécurité se fondent sur des engagements contractuels ou statutaires à l'égard de la réassurance. Elles incluent :

- les provisions relatives à l'engagement contractuel couvrant les risques liés aux dommages éléments naturels (CIREN) et sismiques (POOL). Ces provisions sont fonction de la valeur d'assurance du parc immobilier ;
- les provisions relatives à l'engagement contractuel pour la couverture des dommages Feu et Éléments auprès de la réassurance (UIR).

PROVISIONS NON TECHNIQUES

Il s'agit de provisions sans aucun rapport direct avec l'activité d'assurance. Elles sont alimentées à la date du bilan s'il existe une obligation juridique ou implicite du passé et dont le montant et la durée sont encore indéterminés. Elles sont évaluées sur la base d'une dépense vraisemblable.

PROVISION POUR RISQUES LIÉS AUX PLACEMENTS DE CAPITAUX

Cette provision est destinée à couvrir les risques boursiers et monétaires sur les placements de capitaux figurant à l'actif du bilan.

La provision est constituée selon le « Règlement concernant la stratégie de placements des capitaux 2015–2019 » qui stipule en son article 7 qu'une réserve pour fluctuation de cours sur les titres est constituée et que sa dotation doit représenter les 10 à 15 % du patrimoine financier.

DETTES

Les dettes sont inscrites à leur valeur nominale.

ACTIFS ET PASSIFS DE RÉGULARISATION

Les comptes de régularisation contiennent les dépenses et les produits usuels devant être délimités dans le temps, en relation avec l'activité.

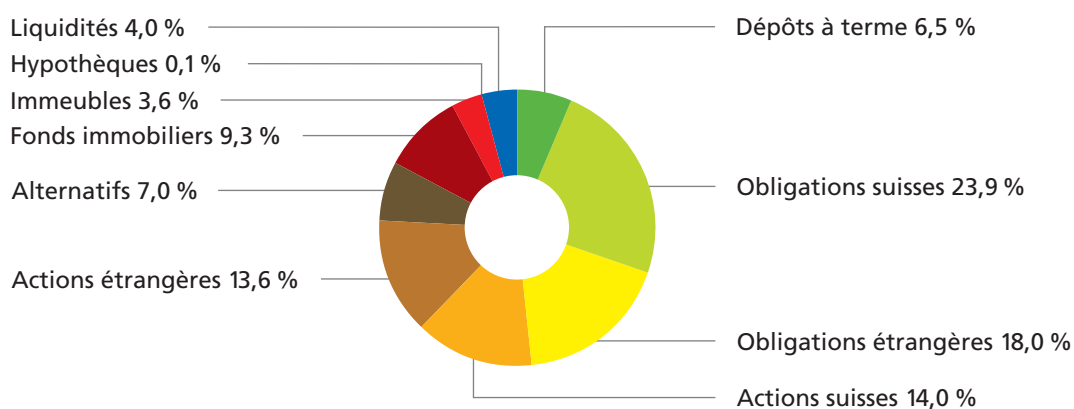
AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

Les autres actifs et passifs sont présentés à leur valeur nominale, sous déduction, le cas échéant, des corrections de valeur nécessaires.



	2016	2015	VARIATION
1 PLACEMENTS DE CAPITAUX	126'130	119'637	6'493
Dépôts à terme	8'225	8'175	50
Obligations suisses	30'155	29'763	392
Obligations étrangères	22'675	21'146	1'529
Actions suisses	17'631	16'200	1'431
Actions étrangères	17'204	15'047	2'158
Alternatifs (y compris Contrats à terme sur devises)	8'919	9'124	- 205
Fonds immobiliers	11'691	10'924	768
Immeubles	4'508	4'500	8
Hypothèques	78	174	- 96
Liquidités	5'042	4'584	458

RÉPARTITION DES PLACEMENTS DE CAPITAUX 2016



	2016	2015	VARIATION
1 PLACEMENTS DE CAPITAUX IMMOBILIERS	4'508	4'500	8
L'ECA Jura possède 1 bâtiment: Bel-Air 3, Saignelégier (année d'acquisition : 1987)	4'508	4'500	8

Les immeubles ne sont pas hypothéqués et se situent sur des terrains appartenant à l'ECA.

	2016	2015	VARIATION
2 PARTICIPATIONS	3'669	3'669	- 1

L'ECA Jura est membre du Pool suisse pour la couverture des dommages sismiques.
Il participe à cette société simple à raison de 1,88 %.

3 TABLEAU DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	MOBILIER	MACHINES DE BUREAU	SYSTÈME DE COMMU- NICATION ET INFOR- MATIQUE	SYSTÈME DE CONTRÔLE DES VENTS	IMMEUBLE GARE 14	TOTAL
2016						
Valeur comptable nette au 1.1.2016	14	0	14	26	2'146	2'200
Valeurs d'acquisition au 1.1.2016	50	0	70	52	2'500	2'672
Entrées de valeurs	0	0	0	0	0	0
Sorties de valeurs	0	0	0	0	0	0
Valeurs d'acquisition au 31.12.2016	50	0	70	52	2'500	2'672
Ajustements cumulés au 1.1.2016	- 36	0	- 56	- 26	- 354	- 472
Amortissements	- 11	0	- 12	- 5	- 74	- 102
Ajustements de valeurs	0	0	0	0	0	0
Ajustements cumulés au 31.12.2016	- 46	0	- 68	- 31	- 428	- 573
Valeur comptable nette au 31.12.2016	4	0	2	21	2'072	2'099
2015						
Valeur comptable nette au 1.1.2015	14	0	19	31	2'220	2'285
Valeurs d'acquisition au 1.1.2015	39	0	63	52	2'500	2'655
Entrées de valeurs	11	0	6	0	0	17
Sorties de valeurs	0	0	0	0	0	0
Valeurs d'acquisition au 31.12.2015	50	0	70	52	2'500	2'672
Ajustements cumulés au 1.1.2015	- 25	0	- 44	- 21	- 280	- 370
Amortissements	- 11	0	- 12	- 5	- 74	- 102
Ajustements de valeurs	0	0	0	0	0	0
Ajustements cumulés au 31.12.2015	- 36	0	- 56	- 26	- 354	- 472
Valeur comptable nette au 31.12.2015	14	0	14	26	2'146	2'200

	2016	2015	VARIATION
4 ACTIFS DE RÉGULARISATION	224	243	- 19
Intérêts courus	202	210	- 8
Autres actifs de régularisation	22	32	- 10

	2016	2015	VARIATION
5 CRÉANCES	598	785	- 187
Créances contre les assurés			
Primes en suspens	109	257	- 147
Créances contre la réassurance			
Quote-part de la réassurance sur les dommages Feu	38	95	- 57
Quote-part de la réassurance sur les dommages Eléments	0	0	0
Créances contre des organisations			
UIR	0	0	0
Autres créances			
Avoir sur l'impôt anticipé	384	352	33
Autres créances	67	82	- 15



6 PROVISIONS TECHNIQUES

2016	1.1.2016	ATTRIBUTIONS	UTILISATIONS	DISSOLUTIONS	31.12.2016
Sinistres Feu bruts	4'271	4'878	– 3'724	– 276	5'149
– part de la réassurance	– 38	0	0	0	– 38
Sinistres Feu nets	4'232	4'878	– 3'724	– 276	5'110
Sinistres Eléments bruts	608	1'046	– 671	– 229	754
– part de la réassurance	0	0	0	0	0
Sinistres Eléments nets	608	1'046	– 671	– 229	754
Contribution nette à la CIREN	0	0	0	0	0
Provision rabais sur primes	1'900	2'272	0	– 1'900	2'272
Total	6'741	8'196	– 4'395	– 2'405	8'137

2015	1.1.2015	ATTRIBUTIONS	UTILISATIONS	DISSOLUTIONS	31.12.2015
Sinistres Feu bruts	2'945	4'248	– 2'384	– 480	4'328
– part de la réassurance	– 200	– 95	200	0	– 95
Sinistres Feu nets	2'745	4'153	– 2'185	– 480	4'232
Sinistres Eléments bruts	806	551	– 466	– 282	608
– part de la réassurance	0	0	0	0	0
Sinistres Eléments nets	806	551	– 466	– 282	608
Contribution nette à la CIREN	4	0	– 2	– 3	0
Provision rabais sur primes	2'000	1'900	0	– 2'000	1'900
Total	5'555	6'604	– 2'652	– 2'765	6'741



7 PROVISIONS TECHNIQUES POUR FLUCTUATION ET SÉCURITÉ

	FEU	ÉLÉMENTS	CIREN	POOL	TOTAL
Etat au 1.1.2016	387	14'355	9'065	6'705	30'512
Utilisations	0	0	0	0	0
Attributions	0	1'088	1'258	0	2'346
Dissolutions	– 387	0	0	– 28	– 415
Etat au 31.12.2016	0	15'443	10'323	6'677	32'443
Etat au 1.1.2015	987	12'135	9'123	6'706	28'951
Utilisations	0	0	0	0	0
Attributions	0	2'220	0	0	2'220
Dissolutions	– 600	0	– 58	– 1	– 659
Etat au 31.12.2015	387	14'355	9'065	6'705	30'512

PROVISIONS NÉCESSAIRES	2016	2015
Sinistres Eléments non réassurés	15'443	15'443
Sinistres Feu non réassurés	4'950	4'950
Obligations envers la CIREN	10'323	9'065
Obligations envers le Pool suisse	6'677	6'705
Total des provisions nécessaires	37'393	36'163
Déjà mis en réserve selon bilan	– 32'443	– 30'512
Total des provisions manquantes	4'950	5'651



8 PROVISIONS NON TECHNIQUES

2016	1.1.2016	ATTRIBUTIONS	DISSOLUTIONS	31.12.2016
Fonds d'entretien des immeubles	31	0	0	31
Subventions Réseaux d'eau	2'368	1'877	– 540	3'706
Subventions SIS	786	560	– 519	827
Subventions Prévention éléments	147	3	– 35	115
Subventions Prévention feu	107	54	– 74	86
Provision mesures contre inondations	1'500	0	0	1'500
Réserve engagement de prévoyance	3'089	532	0	3'621
Provision pour la prévention et la lutte	7'058	0	– 400	6'658
Total	15'086	3'026	– 1'568	16'544

2015	1.1.2015	ATTRIBUTIONS	DISSOLUTIONS	31.12.2015
Fonds d'entretien des immeubles	31	0	0	31
Subventions Réseaux d'eau	2'599	847	– 1'078	2'368
Subventions SIS	1'187	685	– 1'086	786
Subventions Prévention éléments	7	175	– 35	147
Subventions Prévention feu	75	47	– 15	107
Provision mesures contre inondations	1'500	0	0	1'500
Réserve engagement de prévoyance	3'089	0	0	3'089
Provision pour la prévention et la lutte	7'125	0	– 67	7'058
Total	15'613	1'753	– 2'280	15'086



9 PROVISION POUR RISQUES LIÉS AUX PLACEMENTS DE CAPITAUX

2016	1.1.2016	ATTRIBUTIONS	UTILISATIONS	DISSOLUTIONS	31.12.2016
	12'650	0	0	0	12'650

2015	1.1.2015	ATTRIBUTIONS	UTILISATIONS	DISSOLUTIONS	31.12.2015
	14'250	0	0	- 1'600	12'650

	2016	2015
Provision maximale au 31.12	18'919	17'945
Déjà mis en réserve selon bilan	- 12'650	- 12'650
Provision manquante au 31.12	6'269	5'295

Le règlement concernant la stratégie des placements de capitaux prévoit que la provision pour risques liés aux placements de capitaux (actions/obligations/alternatifs/fonds immobiliers/liquidités/immeubles) soit constituée et représente entre 10 et 15 % du patrimoine financier.

	2016	2015	VARIATION
10 PASSIFS DE RÉGULARISATION	331	335	- 4
Réserve partage des biens	49	49	0
Solde vacances et heures supplémentaires	41	48	- 7
Musée Von Roll	52	52	0
Autres passifs de régularisation	189	186	3

	2016	2015	VARIATION
11 DETTES	352	413	- 61
Autres dettes	352	413	- 61

	2016	2015
12 PRIMES DE LA RÉASSURANCE	- 2'583	- 2'413
Réassurance Feu	- 532	- 502
Réassurance Eléments	- 1'825	- 1'869
Réassurance Tremblements de terre	- 473	- 262
Réassurance CIREN	- 50	- 94
Bonus UIR	297	314

	2016	2015
13 PRIMES NETTES DE RÉASSURANCE	8'249	8'414

Les primes sont calculées de façon à pouvoir couvrir les frais administratifs et les charges de sinistres ainsi que de constituer les réserves nécessaires à la bonne marche de l'ECA.

	2016	2015
14 CHARGES DE SINISTRES	- 5'338	- 3'859
Sinistres survenus	- 5'701	- 4'400
+ ajustements provisions années antérieures	281	462
+ mandats externes sinistres	- 3	- 14
+ part de la réassurance	- 57	95
+ recours	142	- 2

	2016	2015
15 VARIATION DES PROVISIONS TECHNIQUES ET DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION ET SÉCURITÉ	1'930	1'561
Provisions pour les dommages Feu et Eléments non réassurés	701	1'620
Engagement CIREN	1'258	- 58
Fonds de garantie Pool suisse	- 28	- 1

16 INFORMATION DU DOMAINE DE L'ASSURANCE

	2016 1.1 – 31.12	2015 1.1 – 31.12	DIFFÉRENCE
Résultat de l'assurance			
Produits de l'assurance			
Primes brutes	10'836	10'831	6
Escomptes et frais d'encaissement des primes	– 4	– 4	0
Primes de la réassurance	– 2'583	– 2'413	– 170
Total des primes nettes de réassurance	8'249	8'414	– 164
Charges liées aux sinistres			
Charges liées aux sinistres Feu	– 4'753	– 4'011	– 742
Part de la réassurance	– 57	95	– 152
Recours sur sinistres	142	– 2	144
Ajustements réserves années antérieures	148	328	– 180
Total des charges nettes liées aux sinistres Feu	– 4'520	– 3'590	– 930
Charges liées aux sinistres Eléments	– 950	– 400	– 550
Part de la réassurance	0	0	0
Recours sur sinistres	0	0	0
Ajustements réserves années antérieures	133	131	1
CIREN	0	0	0
Total des charges nettes liées aux sinistres Eléments	– 817	– 268	– 549
Total net des charges liées aux sinistres	– 5'338	– 3'859	– 1'479
Modifications des provisions pour fluctuation et sécurité	– 1'930	– 1'561	– 370
Charges d'exploitation			
Salaires	– 1'255	– 1'317	62
Charges sociales	– 255	– 250	– 5
Autres charges de personnel	– 106	– 108	3
Total des charges de personnel	– 1'616	– 1'675	60
Charges de locaux	– 271	– 398	127
Charges d'administration	– 82	– 37	– 45
Amortissements	– 152	– 102	– 50
Charges d'informatique	– 424	– 284	– 141
Total des charges administratives	– 930	– 821	– 109
Total des charges d'exploitation	– 2'545	– 2'496	– 49
Autres produits d'exploitation	1'965	2'054	– 89
Autres charges d'exploitation	0	– 1'900	1 900
Résultat technique	401	652	– 251

17 INFORMATION DU DOMAINE PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DOMMAGES

	2016 1.1 – 31.12	2015 1.1 – 31.12	DIFFÉRENCE
Résultat de la prévention et lutte			
Produits de la prévention et lutte			
Contributions des assurés	4'303	4'255	48
Contributions des assureurs privés	430	427	2
Emoluments PL	107	111	– 4
Part des revenus des placements de capitaux	393	241	152
Autres produits PL	0	10	– 10
Total des produits de la prévention et lutte	5'233	5'045	188
Charges de la prévention et lutte			
Subventions de la prévention	– 159	– 356	196
Autres charges de la prévention	– 210	– 171	– 39
Total des charges de la prévention	– 370	– 527	157
Subventions réseaux d'eau	– 1'921	– 1'016	– 906
Subventions aux SIS	– 637	– 913	275
Cours SIS	– 424	– 404	– 21
Charges des CR	– 263	– 210	– 53
Autres charges de la lutte	– 350	– 299	– 51
Total des charges de la lutte	– 3'596	– 2'841	– 755
Charges de personnel et d'administration			
Salaires	– 849	– 867	18
Indemnités et soldes SIS	– 79	– 78	– 1
Charges sociales	– 181	– 181	0
Autres charges du personnel	– 61	– 66	5
Total des charges de personnel	– 1'170	– 1'192	22
Charges du domaine	– 209	– 258	49
Charges d'administration	– 43	– 48	5
Charges d'informatique	– 155	– 132	– 24
Publicité préventive	– 90	– 115	24
Total des charges d'administration	– 497	– 552	55
Résultat technique	– 400	– 67	– 333
Utilisation de la provision Prévention et lutte	400	67	333
Résultat du domaine Prévention et lutte contre les dommages	0	0	0

	2016	2015
18 PRODUITS DES PLACEMENTS DE CAPITAUX	7'969	7'227
Produits des actions suisses	766	786
Dividendes	394	290
Gains réalisés	45	68
Gains non réalisés	327	428
Produits des actions étrangères	2'253	1'782
Dividendes	306	284
Gains réalisés	287	1'450
Gains non réalisés	1'660	47
Produits des immeubles	516	516
Locations	516	516
Gains réalisés	0	0
Gains non réalisés	0	0
Produits des fonds immobiliers	774	614
Dividendes	276	243
Gains réalisés	61	333
Gains non réalisés	436	38
Produits des obligations suisses	1'392	1'153
Produits des intérêts	881	912
Gains réalisés	222	241
Gains non réalisés	290	0
Produits des obligations étrangères	759	305
Produits des intérêts	123	96
Gains réalisés	260	132
Gains non réalisés	375	77
Produits des dépôts à terme	35	54
Produits des intérêts	35	54
Gains réalisés	0	0
Gains non réalisés	0	0
Produits des hypothèques	0	3
Produits des intérêts	0	3
Gains réalisés	0	0
Gains non réalisés	0	0
Produits des liquidités	674	1'389
Produits des intérêts	1	5
Gains réalisés	673	0
Gains non réalisés	0	1'384
Produits de l'alternatif	587	329
Revenus sur alternatif	1	0
Gains réalisés	18	324
Gains non réalisés	568	5
Produits des contrats à terme sur devises	214	297
Revenus	214	0
Gains réalisés	0	0
Gains non réalisés	0	297

	2016	2015
19 PART DES REVENUS DES PLACEMENTS DE CAPITAUX (PRÉVENTION)	- 393	- 241
	2016	2015
20 CHARGES SUR PLACEMENTS DE CAPITAUX	- 3'644	- 6'086
Charges sur actions suisses	- 1'040	- 250
Pertes réalisées	- 171	- 183
Pertes non réalisées	- 869	- 67
Charges sur actions étrangères	- 366	- 2'662
Pertes réalisées	- 173	- 454
Pertes non réalisées	- 193	- 2'209
Charges sur immeubles	0	0
Pertes réalisées	0	0
Pertes non réalisées	0	0
Charges sur fonds immobiliers	- 62	- 60
Pertes réalisées	- 14	- 41
Pertes non réalisées	- 48	- 19
Charges sur obligations suisses	- 232	- 274
Pertes réalisées	- 12	- 24
Pertes non réalisées	- 220	- 250
Charges sur obligations étrangères	- 433	- 834
Pertes réalisées	- 30	- 131
Pertes non réalisées	- 404	- 703
Charges sur dépôts à terme	0	0
Pertes réalisées	0	0
Pertes non réalisées	0	0
Charges sur hypothèques	0	0
Pertes réalisées	0	0
Pertes non réalisées	0	0
Charges sur liquidités	- 654	- 1'648
Pertes réalisées	- 654	0
Pertes non réalisées	0	- 1'648
Charges sur alternatif	- 239	- 261
Pertes réalisées	- 118	- 92
Pertes non réalisées	- 121	- 170
Charges sur contrats à terme sur devises	0	- 61
Pertes réalisées	0	0
Pertes non réalisées	0	- 61
Autres charges sur titres	- 616	- 35
Impôt anticipé non récupérable	- 41	- 35
Pertes sur opérations à terme	- 575	0

	2016	2015
21 CHARGES LIÉES AUX PLACEMENTS DE CAPITAUX	- 386	- 416
Frais de dépôts, courtages	- 386	- 416

	2016	2015
22 RÉSULTAT DES PLACEMENTS DE CAPITAUX AVANT VARIATION DE LA PROVISION POUR RISQUES LIÉS AUX PLACEMENTS DE CAPITAUX	3'545	483
Résultat des actions suisses	- 274	536
Résultat des actions étrangères	1'887	- 880
Résultat des immeubles	516	516
Résultat des fonds immobiliers	712	553
Résultat des obligations suisses	1'159	879
Résultat des obligations étrangères	325	- 529
Résultat des dépôts à terme et liquidités	55	- 204
Résultat des hypothèques	0	3
Résultat de l'alternatif	348	67
Résultat des contrats à terme sur devises	214	236
Charges d'administration	- 386	- 416
Part des revenus des placements de capitaux attribuée à la prévention	- 393	- 241
Impôt anticipé non récupérable et pertes sur opérations à terme	- 616	- 35

	2016	2015
23 VARIATION DE LA PROVISION POUR RISQUES LIÉS AUX PLACEMENTS DE CAPITAUX	0	- 1'600



Annexes

VALEURS D'ASSURANCE INCENDIE

EN MILLIERS DE FRANCS	2016	2015
Immeubles	6'052	6'052
Immobilisations corporelles	4'613	4'613

ENGAGEMENTS ÉVENTUELS DE LA CIREN

Dès qu'un membre de l'UIR dépasse la limite des grands dommages fixée individuellement et que l'UIR a versé le montant de 25 mio de francs, l'ECA Jura répond en plus au moyen de son engagement de garantie qui se monte à 9'065'000 francs.

ENGAGEMENTS CONDITIONNELS

Selon l'article 4 des statuts de l'UIR (Union intercantonale de réassurance): « Chaque membre peut être tenu d'effectuer des versements jusqu'à concurrence d'un montant représentant 0,20 % de son capital assuré. L'obligation de faire de tels versements prend naissance au moment où les réserves totales de l'UIR représentent moins de 0,07 % des capitaux réassurés. » Au 31 décembre 2016, l'engagement se monte à 4'324'000 francs (31 décembre 2015: 4'270'120 francs).

ENGAGEMENTS DE PRÉVOYANCE

Le personnel de l'ECA Jura est assuré auprès de la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura, qui est un établissement autonome de droit public ayant la personnalité juridique. La caisse a pour but d'assurer ses membres contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle peut aussi fournir des prestations qui vont au-delà du minimum prévu par la LPP, y compris des allocations d'assistance dans des situations de détresse, par exemple en cas de maladie, d'accident ou d'invalidité. La caisse a son siège à Porrentruy.

Le passage à la primauté des cotisations a eu lieu le 1^{er} janvier 2014. Par conséquent, depuis cette date, le montant de la retraite est défini par le montant des cotisations de chaque individu et converti, suivant des méthodes actuarielles, en une rente.

Selon les chiffres fournis par la Caisse de pensions, celle-ci présentait au 31 décembre 2015 un taux de couverture de

65,9 % (67,7 % l'année précédente). Le découvert se monte à 578,5 millions de francs, ce qui représente pour l'ECA Jura une part au découvert de 3'621'000 francs au 31.12.2015.

TRANSACTIONS AVEC DES PERSONNES OU DES ORGANISATIONS LIÉES

Sont considérées comme liées les organisations suivantes: l'Union intercantonale de réassurance (UIR), l'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI), le Pool suisse pour la couverture des dommages sismiques (Pool), la Coordination Suisse des Sapeurs-Pompiers (CSSP), la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura (CPJU), la République et Canton du Jura (RCJU) et le Fonds des contributions A16. Il existe une multitude de rapports de nature juridique, économique et humaine entre ces organisations et l'ECA Jura.

Les transactions avec ces organisations reposent en général sur des rapports commerciaux normaux et sont réalisées aux conditions du marché comme elles le seraient avec des entités indépendantes, de façon légale et régulière. Il n'existe, de part et d'autre, ni lien de capitaux ni caution.

L'ECA Jura s'acquitte des tâches administratives pour le compte du Fonds des contributions A16. Les frais administratifs y afférant font l'objet d'une facturation.

Toutes les personnes physiques qui exercent une influence déterminante sur les affaires de l'ECA Jura sont également considérées comme liées. Il s'agit généralement des membres du Conseil d'administration et de la Direction.

GESTION DES RISQUES ET SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

L'ECA Jura est doté d'un système de contrôle adapté aux risques auxquels il est exposé. Les risques identifiés font périodiquement l'objet d'un examen systématique en vue d'en évaluer la probabilité et les conséquences. La direction de l'ECA Jura prend les mesures nécessaires pour écarter, réduire ou répercuter ces risques. La situation est observée en permanence.

ÉVÉNEMENTS APRÈS L'ÉTABLISSEMENT DU BILAN

Le Conseil d'administration a adopté les présents comptes annuels 2016 le 27 avril 2017.



Chiffres-clés 2016

	31.12.2016	31.12.2015	DIFFÉRENCE
Nombre de bâtiments assurés	36'946	36'704	242
Capital assuré en milliards de francs au 1.1	23,534	23,180	0,354
Primes nettes d'assurance en millions de francs	10,832	10,826	0,006
Contribution des assurés à la prévention en millions de francs	4,303	4,255	0,048
Primes de base par mille francs assurés en francs	0,42	0,42	0
Contribution à la prévention par mille francs assurés en francs	0,19	0,19	0
Sinistres Feu survenus pendant l'année en millions de francs	4,750	4,000	0,75
Sinistres Eléments survenus pendant l'année en millions de francs	0,950	0,400	0,55
Provisions techniques de fluctuation et de sécurité en milliers de francs	32'443	30'512	1'930
Provision pour risques liés aux placements de capitaux en milliers de francs	12'650	12'650	0
Capital propre en milliers de francs	65'194	64'515	679
Capital propre en ‰ du capital assuré	2,7700	2,7832	– 0,0132
Résultat net de l'exercice en milliers de francs	3'415	2'735	679

IMPRESSUM

Rédaction : ECA Jura

Photographies : Andrea Babey, Saignelégier

Concept, réalisation graphique et mise en page : Babey Création, Saignelégier

Correction : Catherine Vallat, Moutier

Impression offset : Le Franc-Montagnard SA, Saignelégier

PHOTOGRAPHIES



*Couverture ext. et int., pages 1–7 :
Formation de base, IFA Balsthal,
avril 2016*



*Pages 12–17 :
Cours de perfectionnement des instructeurs,
Porrentruy, mars 2016*



*Pages 25–35 :
Cours chef de groupe et d'intervention
et exercice à la Fondation St-Germain,
Delémont, mai 2016*



*Pages 42–43 :
Championnats suisses de jeunes sapeurs-pompiers,
Courroux, mai 2016*

